

LA QUESTION D'AUTRICHE A L'ORDRE DU JOUR DU G. Q. G. ALLEMAND

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.737. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Mardi
14
MAI
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS:
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

M. CLEMENCEAU ÉCOUTE LES VOIX DU FRONT



DEBOUT DANS LA TRANCHEE, NOTRE "PREMIER" S'ENTRETIENT AVEC UN GROUPE DE JEUNES OFFICIERS

Aussitôt que les devoirs de sa charge le lui permettent, le président du Conseil s'accorde quelques jours de congé. Il va les passer au front, où il fait sa provision d'optimisme, de ce bel optimisme réfléchi qui a gagné tour à tour son entourage immédiat, et le pays

tout entier. Lors de sa dernière visite aux lignes, il a passé deux jours dans les tranchées, vivant de la vie de nos héroïques soldats, les interrogeant paternellement, et s'informant auprès de leurs chefs de tout ce dont ils ont besoin pour combattre et pour vaincre.

L'ENTREVUE DE CHARLES I^{er} ET DE GUILLAUME II

LA QUESTION D'AUTRICHE EST A L'ORDRE DU JOUR DU G. Q. G. D'HINDENBURG

Peut-il encore exister un Etat autrichien indépendant de Berlin ?

BALE, 13 mai. — On mande de Vienne, 13 mai :

On communique la note suivante sur la visite de l'empereur d'Autriche-Hongrie à l'empereur d'Allemagne :

Sa Majesté apostolique Impériale et Royale a rendu visite, le 12 mai, à Sa Majesté l'empereur allemand au grand quartier général.

L'empereur Charles était accompagné, outre sa suite personnelle, par le ministre des Affaires étrangères, le comte Burian ;

L'EMPEREUR CHARLES I^{er}

le chef d'état-major d'Armée, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, le prince de Hohenlohe.

Du côté allemand, ont pris part à l'entretien le chancelier de l'Empire, le maréchal Hindenburg, le général Ludendorff, M. de Kühlmann, le comte Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne.

Entre les hauts alliés et leurs conseillers ont eu lieu une discussion cordiale et un échange de vues détaillé sur toutes les questions importantes, politiques, économiques et militaires, se rapportant aux relations présentes et futures des deux monarchies entre elles. On est arrivé à un accord complet sur toutes ces questions, on a décidé d'élargir et d'approfondir l'alliance actuelle.

Les lignes directrices des accords en vue ont été déjà établies en principe. Ces échanges de vues ont montré de façon satisfaisante toute la valeur qu'on accorde de deux côtés à une alliance étroite entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire allemand, alliance qui existe déjà depuis de longues années et qui a fait maintenant ses preuves aussi dans la guerre défensive victorieuse.

Il y a longtemps que l'Allemagne a les yeux fixés sur l'Autriche et qu'elle surveille cet allié sujet à tant de défaillances. Les projets de *Mittel Europa*, c'est-à-dire la constitution d'un Empire unique dans lequel l'Autriche-Hongrie serait englobée, n'ont jamais été abandonnés à Berlin. Ces projets, d'ailleurs, sont de vieille date. L'Autriche, avant d'avoir été battue par la Prusse à Sadowa, faisait partie de la Confédération germanique, dont elle avait la présidence. Il s'agissait ensuite de renverser les rôles et de faire rentrer l'Autriche dans la Confédération sous la présidence de la Prusse. L'heure serait-elle arrivée ?

Deux choses inquiètent au même degré le gouvernement de Guillaume II : ou bien l'Autriche, abominablement lasse de la guerre, mais restant intacte, sera pour lui un poids mort et, à l'occasion, représente une menace d'infidélité sinon de défection; ou bien l'Autriche, ébranlée par la guerre et par la poussée des nationalités slaves, s'effondrera et se désagrègera. Dans aucun des deux cas, l'Allemagne ne peut se désintéresser de ce qui se passe en Autriche. Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, elle est résolue à ne pas laisser les événements tourner contre elle.

Or, en ce moment, la situation intérieure de l'empire des Habsbourg est d'une gravité exceptionnelle. Les populations allemandes sont en lutte ouverte contre les populations slaves qui veulent obtenir leur indépendance et leurs droits, et sont sympathiques à la cause de l'Entente. De Berlin, on a compris immédiatement ce qu'il y avait à faire : on a soutenu et même excité les Allemands d'Autriche et on leur a promis de les protéger contre les Tchéco-Slovaques et les Yougo-Slaves. Au cas où l'Autriche se disloquerait, l'Allemagne serait en bonne posture pour recueillir son héritage. Etendue jusqu'à Vienne et à Budapest, elle ne perdrait pas à la combinaison.

Le jeu de l'Allemagne consiste à représenter à l'empereur Charles qu'il n'a que le choix entre deux solutions : ou bien accepter le rôle de souverain médiatisé sous l'égide des Hohenzollern, comme le roi de Bavière et le roi de Saxe ; ce serait l'extension et, comme disent les Allemands, la *pragmatisation* de l'alliance. Ou bien l'empereur Charles, s'il ne veut pas faire partie de la Confédération germanique, perdra son trône, car ses sujets allemands tirant à dia, il se trouvera un beau jour ne plus avoir de sujets du tout.

« Peut-il encore exister un Etat autrichien »

chien », c'est-à-dire un Etat autrichien indépendant de l'Allemagne ? Voilà la question qu'on se pose ouvertement au grand quartier général allemand et dans la presse allemande.

Charles I^{er}, en allant chez Hindenburg, a pu se souvenir du sort que la Prusse a déjà réservé en 1866 aux souverains allemands de seconde catégorie : se soumettre et devenir une espèce de préfet de Berlin comme le sont les monarches de Munich et de Dresde, ou bien être détrôné comme l'avait été le roi de Hanovre.

Jacques BAINVILLE.

Convocation imminente des délégations hongroises et autrichiennes

AMSTERDAM, 13 mai. — On mande de Vienne à la *Gazette de l'Allemagne du Nord* :

Les cercles parlementaires de Vienne désirent et s'attendent à une convocation des délégations autrichiennes et hongroises peu après le retour du comte Burian de Berlin.

On croit que la commission des Affaires étrangères de la délégation autrichienne se réunira fin mai ou au début de juin. (Havas).

Déclaration de M. Balfour à propos des offres de paix de l'empereur d'Autriche

LONDRES, 13 mai. — Au cours de la séance de la Chambre des Communes, M. Balfour, traitant des offres de paix qu'aurait faites l'empereur d'Autriche, a rappelé qu'il avait promis à l'Assemblée de lui communiquer immédiatement les déclarations officielles que pourrait publier le gouvernement français. « Ce gouvernement, dit-il, étudia en ce moment la question dans son ensemble, et c'est le gouvernement principalement intéressé. »

M. Balfour a également répondu à une question concernant la récente interview dans laquelle lord Robert Cecil déclarait qu'il s'attendait à une offensive de paix prochaine.

Après avoir dit qu'il approuvait les déclarations de lord Robert Cecil, le ministre des Affaires étrangères s'est exprimé en ces termes :

— On a dit que lord Robert Cecil aurait parlé de la présence en Angleterre d'un émissaire de l'Allemagne en la personne d'un neutre distingué ; ce qu'on a dit à ce sujet est entièrement inexact.

Le G^e Leman grand-cordon de l'ordre de Léopold

LE HAVRE, 13 mai. — Le dernier numéro du *Moniteur Belge* a publié l'arrêté royal suivant :

Article 1^{er}. — Le lieutenant général Leman est nommé grand-cordon de l'ordre de Léopold, avec palmes et attribution de la croix de guerre : « Investi de la défense de la position fortifiée de Liège, en avant-garde de l'armée, a fait montre de la plus haute valeur militaire et de la plus grande bravoure, lors de l'invasion du pays par les troupes ennemies. A infligé des échecs sanglants à l'adversaire, très supérieur en nombre, et a été l'âme d'une résistance qui eut, sur les événements ultérieurs de la guerre, une influence considérable. »

LE CHEF DE L'AÉRONAUTIQUE ITALIENNE nous dit les progrès réalisés par l'aviation chez nos alliés

Les Aéronefs alliés sont, depuis quelque temps, manifestement supérieurs à celles de l'ennemi, tant sur les champs de bataille des Flandres et de la France que sur le front italien, et leur action est devenue commune sur le front occidental.

Le lieutenant-général Bongiovanni, chef du service de l'Aéronautique en Italie, se trouvant actuellement à Paris, en compagnie de M. le député Grassi, commissaire italien pour l'aviation, nous l'avons interrogé sur l'activité aérienne de nos alliés. Le lieutenant-général a bien voulu nous faire les intéressantes déclarations suivantes :

— Les escadrilles italiennes Caproni de bombardement participent, depuis quelques mois déjà, aux actions qui se déroulent sur le front français. Elles ont accompli, avec succès, de nombreux raids sur Metz-Sablons, Laon, Thionville, où elles

L'IMPÉRATRICE DOUAIRIÈRE ET LE GRAND-DUC NICOLAS PRISONNIERS DES ALLEMANDS

Ils furent arrêtés, ainsi que le grand-duc Alexandre-Michaelovitch, dans un château en Crimée.

BERNE, 13 mai. — D'après un télégramme du correspondant militaire de la *Gazette de Francfort* en Crimée, les troupes allemandes qui opèrent dans la région d'Alupka se sont emparées du château où réside le grand-duc Nicolas Nicolaievitch. Le grand-duc est



De gauche à droite : GRAND-DUC NICOLAS-NICOLAIEVITCH, IMPÉRATRICE MARIA-FEODOROVNA, GRAND-DUC ALEXANDRE-MICHAELOVITCH

tombé entre les mains des troupes allemandes, ainsi que la tsarine douairière de Russie, le grand-duc Alexandre Michaelovitch et le prince Dolgoroukov.

Les biens de l'impératrice douairière sont confisqués

AMSTERDAM, 13 mai. — Les Allemands ont confisqué toutes les propriétés sises en Crimée appartenant à la famille impériale, y compris le château qui se trouve près de Sébastopol où résidait l'impératrice douairière. La seule partie du domaine dont les Allemands ne se sont pas emparés est celle où se trouvent les appartements privés de la mère de l'ex-tsar ; mais ils y ont placé une garde militaire. (Radio.)

M. Sazonof arrêté en Crimée

AMSTERDAM, 13 mai. — On annonce de Berlin que M. Sazonof, ancien ministre russe des Affaires étrangères, a été arrêté en Crimée et qu'il passera devant un conseil de guerre allemand. (Radio.)

M. Kamenev aurait été libéré par les autorités allemandes

LONDRES, 10 mai (Retardée en transmission). — D'après les dernières nouvelles, l'envoyé spécial du Conseil des commissaires du peuple, Kamenev, arrêté au mois de mars par les gardes blancs aux îles d'Åland, a été mis récemment en liberté par les autorités allemandes. Mais il sera gardé en otage par les gardes blancs jusqu'à ce que le gouvernement russe ait remis entre les mains du gouvernement de Finlande actuel les représentants du gouvernement révolutionnaire de Finlande, et spécialement M. Mannen. (Havas.)

Le comte Mirbach rappelé

AMSTERDAM, 13 mai. — Les journaux de Berlin annoncent le prochain retour du comte Mirbach de Moscou, soi-disant pour maladie, mais probablement à cause des difficultés de coopération avec le gouvernement russe.

Les autorités allemandes déclarent la nouvelle prématurée.

SUR LE FRONT OCCIDENTAL BOMBARDEMENT ET COUPS DE MAIN

L'ennemi achève en ce moment les préparatifs de sa prochaine offensive.

Sur tout le front occidental, le régime des bombardements et des coups de main continue, mais ce calme ne trompe personne. Les Allemands achèvent en ce moment les préparatifs de leur prochaine offensive qui peut se déclencher d'un jour à l'autre. Nos dispositions sont prises, nos moyens matériels s'accroissent constamment, et le moral de nos soldats n'a jamais été aussi élevé. Aucune anxiété ne doit donc accompagner notre attente. — J. V.

LA FOURRAGÈRE ROUGE DÉCERNÉE A DEUX RÉGIMENTS

Le président de la République a parcouru, dimanche, une partie du front. Au cours de cette tournée, il a, en présence du général Pétain et du général Fayolle, remis la fourragère rouge à deux régiments qui se sont magnifiquement comportés dans les dernières batailles et y ont gagné leur sixième citation. Un troisième régiment a reçu la fourragère aux couleurs de la médaille militaire.

AVANT LES TROIS JOURS MAIGRES AUJOURD'HUI 200 GRAMMES DE VIANDE SEULEMENT

En vertu de l'arrêté de M. le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, en date du 11 mai, aucun consommateur ne pourra se faire délivrer, le mardi de chaque semaine, une quantité de viande de boucherie (bœuf, veau, mouton, chèvre, porc frais) supérieure à 200 grammes.

Le préfet de police doit rappeler au public que, pour recevoir cette quantité de viande le mardi 14 mai courant, les acheteurs doivent remettre à leur boucher ou charcutier le coupon n° 3 de leur carte individuelle d'alimentation (mois de mai).

Les restaurateurs et autres établissements où le public prend ses repas ne pourront servir à chaque consommateur une ration supérieure à 100 grammes de viande par repas.

Des instructions ont été données à la police municipale et au service de la répression des fraudes pour tenir la main à l'exécution des prescriptions de l'arrêté ministériel.

L'arrêté de M. Boret laisse planer le doute sur certains points de détail... qui ont pourtant leur importance et demanderaient à être précisés.

La question des os est du nombre ; servira-t-on aux clients 100 grammes de viande nette ou 200 grammes avec os ?

Nous croyons savoir que l'on fera preuve de quelque tolérance : les morceaux avec os pourront dépasser légèrement le poids.

Les abats et la triperie sont, comme la volaille et la charcuterie, soigneusement prohibés les jours « sans viande ». Mais, en revanche, ils échappent, tous les mardis, à la règle des 200 et des 100 grammes.

Pour réduire au minimum les risques de fraudes, il a été décidé qu'il ne serait pas accordé de dérogations les jours de foire ou de marché.

Les militaires, en permission ou en mission qui n'ont pas de carte d'alimentation pourront se faire délivrer, le mardi, 200 grammes de viande en présentant à leur fournisseur leur titre régulier de permission ou de mission.]

Demande d'interpellation

M. Guichard, député de Vaucluse, a déposé hier une demande d'interpellation au ministre du Ravitaillement sur l'attribution d'une ration de pain insuffisante aux travailleurs.

Enfin, comme dernier mot de notre activité commune, l'Italie, d'accord avec la France et l'Angleterre, a mis sérieusement à l'étude un projet de communications aériennes. Des pourparlers sont en cours pour la mise en service d'une ligne postale aérienne : Londres-Paris-Nice-Rome-Brindisi. Nous ne pouvons pas, pour l'instant, vous donner de détails précis, mais nous au moins vous dire que nous espérons fermement vaincre toutes les difficultés attachées à la réalisation d'un plan qui serait le noyau d'une vaste organisation de transports postaux par la voie des airs.

Avantage, comme des avions de bombardement de tout premier ordre. Le nouveau

Enfin, comme dernier mot de notre activité commune, l'Italie, d'accord avec la France et l'Angleterre, a mis sérieusement à l'étude un projet de communications aériennes. Des pourparlers sont en cours pour la mise en service d'une ligne postale aérienne : Londres-Paris-Nice-Rome-Brindisi. Nous ne pouvons pas, pour l'instant, vous donner de détails précis, mais nous au moins vous dire que nous espérons fermement vaincre toutes les difficultés attachées à la réalisation d'un plan qui serait le noyau d'une vaste organisation de transports postaux par la voie des airs.

En outre, il m'a été donné de constater que de très nombreux locaux pourraient être mis à la disposition de ces victimes de la guerre, si l'administration se trouvait à même de se procurer plus aisément le matériel nécessaire pour meubler ces locaux. J'ai écrit, en conséquence, au ministre de l'Intérieur pour lui demander : 1° que lors de l'évacuation des secteurs dangereux par la population civile des trains de ravitaillement revenant à vide soient mis à la disposition des intéressés pour le transport de leur litière et des objets mobiliers ; 2° que les objets de première nécessité abandonnés en grand nombre dans la zone des opérations et voués d'une façon presque certaine à la destruction soient, dans la mesure du possible, expédiés sur l'intérieur.

D'autre part, je lui ai exposé que, par suite de la cession au service de santé américain de certains hôpitaux militaires français installés dans des hôtels, un matériel important de literie, a été remplacé par du matériel américain, a été remis dans des greniers ou dans des dépôts où il demeure immobilisé et se déprécie. Je demande, en conséquence, que ce mobilier soit mis à la disposition des réfugiés.

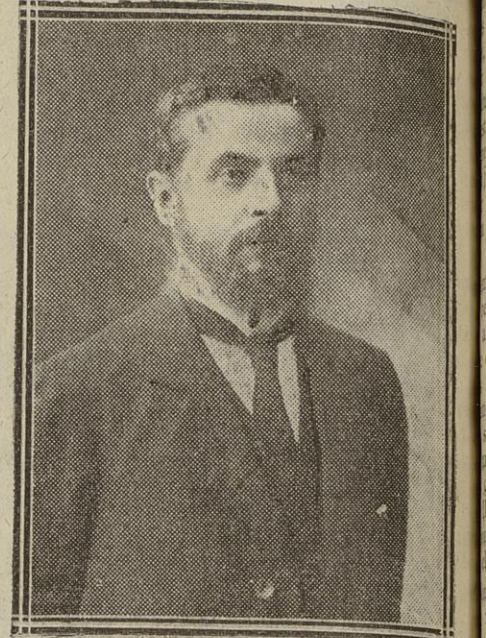
Qu'il soit fait droit à ces demandes, conclut M. le docteur Chassaing, et le département du Puy-de-Dôme pourra, à lui seul, recevoir encore 300.000 réfugiés rapatriés.

Ces déclarations sont d'autant plus intéressantes qu'elles sont faites à la veille du retour en France des prisonniers de guerre, militaires ou civils. — E. CHASSAING.

CE QUI PEUT ÊTRE RÉALISÉ POUR AMÉLIORER LE SORT DES NOMBREUX RÉFUGIÉS

Le docteur Chassaing, député du Puy-de-Dôme, nous parle de sa proposition de loi.

A mesure que se développent les opérations dans tel ou tel secteur de la zone des armées, l'exode des habitants appartenant à ces régions prend des proportions de plus en plus considérables. Avertis par l'autorité militaire quelques heures à l'avance, les réfugiés se mettent en route, ceux-ci ne sont autorisés à emporter que le strict nécessaire, afin de ne pas encombrer les convois. Ils sont dirigés vers Paris, soit vers d'autres points du territoire, laissant derrière eux non seulement leur fortune immobilière, mais la plupart des objets au milieu desquels ils avaient l'habitude de vivre et qui consti-



LE DOCTEUR CHASSAING (Phot. Henri Manuel.)

tuaient le bonheur du foyer. En échange, que leur offre-t-on ?

Dans sa séance du 18 avril dernier, la Chambre des députés a voté d'urgence une proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés. Cette loi donne aux réfugiés, directement et sans dérogation de l'autorité militaire, le droit de réquisition des immeubles et locaux vacants, meubles ou non meubles, destinés à la location ou déclarés vacants par leurs propriétaires en vue de l'exonération des impôts, ainsi que des objets mobiliers indispensables à l'installation desdits locaux : ustensiles de ménage, literie, etc.

Au cours de la discussion qui précède le vote de cette loi, M. le docteur Chassaing, député d'Amiens, fit observer que la quantité des locaux disponibles serait beaucoup plus forte si tous les locataires, plus particulièrement les locataires mobilisés, étaient autorisés à sous-louer leurs appartements. A la dernière séance de la Chambre, il a déposé à ce sujet une proposition de loi.

Nous avons pu voir, hier, l'actif député du Puy-de-Dôme, qui nous a fait les déclarations suivantes :

— De nombreuses doléances m'ont été adressées, ainsi qu'à plusieurs de mes collègues, par des réfugiés des départements envahis. Ceux-ci se plaignent du peu de confort des locaux qui leur sont attribués ; et il faut malheureusement reconnaître que ce n'est pas sans raison. Afin de remédier à cet état de choses, je propose de multiplier les logements en autorisant les locataires à faire lever les interdictions de sous-louer qui figurent généralement dans les baux.

Si cette disposition se conçoit et a sa raison d'être en temps de paix, il n'en est plus de même dans les circonstances actuelles, où toutes les forces de solidarité nationale doivent être mises à la disposition de l'intérêt général. Si un locataire, mobilisé ou non, se déclare prêt à mettre un logement à la disposition d'un réfugié ou d'un rapatrié, il ne faut pas qu'il se heurte au mauvais vouloir du propriétaire ni qu'il soit menacé par lui soit de résiliation de bail, soit d'une action en dommages-intérêts.

En outre, il m'a été donné de constater que de très nombreux locaux pourraient être mis à la disposition de ces victimes de la guerre, si l'administration se trouvait à même de se procurer plus aisément le matériel nécessaire pour meubler ces locaux. J'ai écrit, en conséquence, au ministre de l'Intérieur pour lui demander : 1° que lors de l'évacuation des secteurs dangereux par la population civile des trains de ravitaillement revenant à vide soient mis à la disposition des intéressés pour le transport de leur litière et des objets mobiliers ; 2° que les objets de première nécessité abandonnés en grand nombre dans la zone des opérations et voués d'une façon presque certaine à la destruction soient, dans la mesure du possible, expédiés sur l'intérieur.

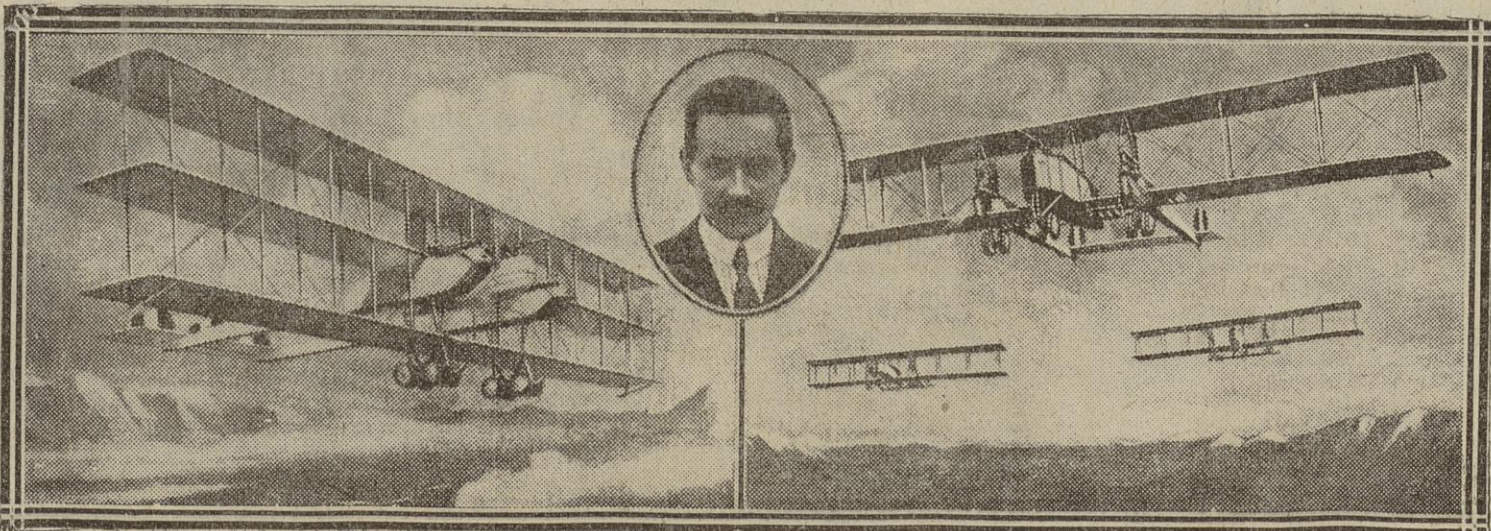
D'autre part, je lui ai exposé que, par suite de la cession au service de santé américain de certains hôpitaux militaires français installés dans des hôtels, un matériel important de literie, a été remplacé par du matériel américain, a été remis dans des greniers ou dans des dépôts où il demeure immobilisé et se déprécie. Je demande, en conséquence, que ce mobilier soit mis à la disposition des réfugiés.

Qu'il soit fait droit à ces demandes, conclut M. le docteur Chassaing, et le département du Puy-de-Dôme pourra, à lui seul, recevoir encore 300.000 réfugiés rapatriés.

Ces déclarations sont d'autant plus intéressantes qu'elles sont faites à la veille du retour en France des prisonniers de guerre, militaires ou civils. — E. CHASSAING.

LECONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER

Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc. Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats.



UN TRIPLAN ET TROIS BIPLANS CAPRONI. — AU CENTRE, LA PHOTO DE L'INVENTEUR

Le triplan nouveau modèle de l'ingénieur Caproni a été employé avec le plus grand succès par nos alliés italiens lors de leurs raids sur les territoires autrichiens. Dans une récente attaque aérienne sur Pola, une escadrille de ces triplans survola la ville. Chacun d'eux, mu par trois moteurs représentant 600 chevaux

de force, portait une tonne et demie d'explosifs et marchait à 130 kilomètres à l'heure. Quant aux biplans Caproni, ils sont actionnés également par trois moteurs de 200 chevaux chacun : un à l'avant de chaque fuselage, l'autre à l'arrière de la carlingue. Ils transportent deux pilotes, un mitrailleur et un observateur.

